

# Etat espagnol et Catalogne : un coup d'Etat mis en œuvre par l'Etat lui-même

mercredi 25 octobre 2017, par [ANTENTAS Josep Maria](#) (Date de rédaction antérieure : 23 octobre 2017).

**1° Un coup d'Etat mis en œuvre par l'Etat lui-même.** Voici la façon la plus simple de définir la batterie de mesures que le gouvernement de Mariano Rajoy, avec l'appui du PSOE et de Ciudadanos, a rendu publique samedi dernier et qu'il soumettra à l'approbation du Sénat [où le PP dispose d'une majorité absolue] vendredi 27 octobre. Au-delà de l'application de l'incertain article 155, Rajoy a annoncé la suspension de fait de l'autogouvernement catalan dans son ensemble en utilisant cet article de la Constitution comme prétexte légal.

L'absence de précédents combinée au climat du moment d'exceptionnalité institutionnelle permet au gouvernement espagnol de prendre des décisions, non seulement autoritaires et antidémocratiques, mais aussi d'une constitutionnalité douteuse. Le pouvoir viole ses propres normes sous le couvert de la force et de la création d'une situation d'exception. Il active les valves de sécurité dont il dispose pour s'arc-bouter, dans un moment difficile, ainsi que pour modifier les règles du jeu sur la base des anciennes légitimités et avec la promesse de les défendre.

Dans un climat d'exception, sont ainsi prises des mesures qui, en elles-mêmes, supposent la subversion de l'ordre antérieur, mais en son nom et sa légitimité, avec pour objectif de manœuvrer afin d'altérer la dynamique politique et sociale catalane et revenir à une nouvelle normalité dont les contours seraient les plus favorables à l'Etat. Une attaque frontale contre la démocratie, au nom de la démocratie et afin de déboucher sur une nouvelle normalité démocratique où tout s'écoulera dans des canaux acceptables, suite une remise à l'ordre au cours d'une période d'exception.

Tout cela, loin de constituer une anomalie étrange, est un exemple clair de la nature de la loi et de l'Etat capitaliste en général (ainsi que d'un régime politique espagnol, celui de 1978, en particulier) qui détruit d'un coup de plume toutes les visions fétichistes et naïves de la loi, de la légalité et des institutions auxquels nous nous sommes tant habitués dans les moments de normalité routinière. Sans doute, nous assistons depuis plusieurs semaines à un cours accéléré et pratique de théorie de l'Etat, qui contraint un mouvement [indépendantiste] à une maturation stratégique, lui dont l'approche générale écartait toute vision d'affrontement avec l'Etat et visait à une déconnexion aisée [1].

**2° La brève aventure du « nouveau » PSOE.** Le vol du nouveau Pedro Sánchez a été court [2]. Très bref. Autant pour sa durée que sur sa portée. Sa victoire aux élections primaires du PSOE en mai 2017 contre l'ensemble de l'appareil du parti et le pouvoir médiatique et financier a, sans un aucun doute, été un jalon sans précédent. Bien que son triomphe ait été l'expression d'une importante dynamique de fond bien réelle, une rébellion venant d'en bas qui illustre l'ampleur d'une crise sans précédent au sein du parti, Sánchez a toujours été un imposteur qui s'est réinventé en chevalier des intérêts de la base du parti et en croisé des valeurs de la gauche afin de canaliser de manière opportuniste le malaise interne et regagner le secrétariat général.

La nouvelle équipe de Sánchez n'a jamais disposé d'un projet de rupture solide avec le social-libéralisme, il jouissait en revanche d'une autonomie relative vis-à-vis du pouvoir économique et

médiatique ainsi que de l'appareil d'Etat qui lui permettait de se diriger vers une alliance future avec Podemos, confiant que son virage discursif à gauche réduirait l'espace de la formation de Pablo Iglesias [3].

Cependant, face à la crise catalane, Sánchez s'est plié à la « raison d'Etat ». A la raison d'Etat propre à une mentalité à court-termiste et immédiatiste qu'incarne l'élite politico-financière, sa fraction la plus à droite en particulier, incapable de penser un projet d'Etat viable. Une « raison d'Etat » qui ne sait affronter la crise catalane que de manière autoritaire et en l'utilisant comme facteur de cohésion politique temporaire afin de solidifier les piliers fissurés du régime politique, en abordant aucune des causes qui l'affaiblissent ni même d'élaborer une autoréforme d'en haut de type lampéduisienne [soit des changements qui permettent de maintenir les structures fondamentales]. Le PSOE s'est enchaîné à un bloc réactionnaire de manière subalterne, sans pouvoir le contrôler. Peut-être qu'ainsi Sánchez s'est libéré de la pression médiatique et financière dont il aurait souffert s'il avait montré la moindre hésitation, mais sa tranquillité à court terme peut se transformer à la longue en un problème. Agir comme un homme d'Etat lorsque l'on ne contrôle ni le processus, ni la temporalité, ni rien de rien, est généralement assez peu rentable, au même titre qu'entrer en compétition avec la droite dans le domaine de la politique autoritaire.

**3° La solitude démocratique de Podemos.** Alors que le bloc PP-PSOE-Ciudadanos serre complètement les rangs, de même que les pouvoirs d'Etat, le roi Felipe en tête, le pouvoir financier et les principaux conglomérats médiatiques, Unidos Podemos navigue à contre-courant incarnant en solitaire une position démocratique.

Laquelle est sans aucun doute limitée et non exempte de contradictions et d'erreurs (en particulier la tiédeur de la formation face au référendum du 1<sup>er</sup> octobre), la politique de Podemos représente au moins une exception démocratique digne et remarquable. La dynamique interne du parti met cependant au jour un élément dont il faut tenir compte : ses structures intermédiaires, régionales et locales (à l'exception de la direction catalane), semblent moins résister à la pression du contexte et s'adapter plus à l'espagnolisme dominant que le noyau organisationnel et politique de la formation violette.

Il s'agit d'un échec organisationnel car le verticalisme, le centralisme et l'autoritarisme ont découragé dès le début un grand nombre de cadres parmi les meilleurs, fait taire les voix critiques et permis à des opportunistes sans principes et sans qualités, au-delà de leur loyauté envers la direction centrale, de grimper dans les structures locales et régionales. C'est aussi un échec du modèle politique, car le tacticisme électoraliste et la centralité accordée à la communication politique a relégué au second plan les principes programmatiques et négligé la formation de cadres, à l'exception de questions techniques ou de communication.

L'éducation politique des militant·e·s et des cadres intermédiaires sur la question nationale a été très faible, tout comme la relation de cette dernière avec la crise du régime, au-delà des proclamations génériques au sujet de l'objectif d'un Etat plurinational, peu concrétisée et pas même insérée dans une quelconque tradition historique et théorique. Alors que la situation se tendait et que la crise catalane se précipitait, un grand nombre de dirigeants intermédiaires, tout comme une partie de la base du parti, se sont retrouvés désarmés politiquement et rencontrant des difficultés à suivre la ligne ou à la défendre activement en direction de l'extérieur. La superficialité de la politique électoralo-communicative, bien qu'exécutée courageusement d'en haut, se heurte ainsi aux complexités de la politique réelle.

**4° Implications.** Il est impossible de faire un pronostic sérieux sur le dénouement de l'Octobre catalan, on peut toutefois affirmer que, quoiqu'il se passe, son impact ira au-delà de la Catalogne. Ce qui est certain, c'est que l'attaque contre les institutions catalanes annoncées par Rajoy constitue

une escalade répressive sans précédent. Si l'Etat espagnol en sort victorieux, cela aura sans aucun doute des implications sur le modèle politique de l'ensemble de l'Etat espagnol et, d'une manière indirecte, sur les autres pays européens. Son triomphe permettra d'étendre le champ du possible pour le pouvoir, de ce qui est officiellement tolérable dans le contexte européen, de ce que l'on peut faire dans des moments limites. Cette victoire frayera la voie d'un nouveau tour de vis autoritaire à l'avenir et facilitera plus encore l'implosion des mécanismes démocratiques institutionnels qui ont été détruits à travers le continent, en particulier sur sa périphérie méditerranéenne, dans le sillage de la crise de 2007-2009. Si « l'Octobre catalan » se résout par la voie répressive et autoritaire, d'autres crises politiques, quelle qu'en soit la nature, seront balayées de la même manière.

**5° En ce qui concerne la dimension inconnue.** Sur le plan catalan, les défis du moment sont clairs. Tout d'abord, disposer d'un agenda propre en positif qui aille au-delà de la défense des institutions catalanes, qui devrait se concrétiser autour des objectifs de la République catalane et d'un processus constituant catalan.

Ensuite, maintenir unifié le bloc qui a rendu possibles les 1<sup>er</sup> et 3 octobre, qui intègre autant le mouvement indépendantiste qu'un secteur plus large démocratique et favorable à une rupture et, si c'est possible, l'étendre à Catalunya en Comú qui devra décider s'il continue de participer uniquement à la lutte anti-répressive et démocratique ou s'il tente de définir et d'impulser une feuille de route constituante. Enfin, renforcer un bloc de rupture non *procesista* [qui ne soit pas lié au « processus » officiel] qui développe à la fois une politique unitaire en direction du gouvernement catalan, de l'Assemblea Nacional Catalana (ANC) et d'Òmnium ainsi qu'une politique de pression et de débordement à partir d'en bas [4].

Unité et fermeté sur les objectifs. Deux défis cruciaux pour avancer dans un terrain aussi incertain qu'inédit. Nous entrons dans une dimension inconnue [en espagnol, ce terme fait aussi allusion à la « quatrième dimension » puisqu'il s'agit, entre autres, de la traduction d'une série ancienne dont le titre original en anglais est Twilight Zone].

**Josep Maria Antentas**

---

**P.-S.**

\* Article publié le 23 octobre sur le site de VientoSur. info, traduction A L'Encontre :

<http://alencontre.org/europe/espagne/catalogne-etat-espagnol-un-coup-detat-mene-par-letat.html>

---

**Notes**

[1] Sur les limites stratégiques de l'hypothèse de la déconnexion, voir : Antentas, Josep Maria (2017). « Días decisivos », 25 septembre.

[2] L'actuel secrétaire général du PSOE, Pedro Sánchez, a été réélu lors des primaires socialistes de mai 2017. Il avait été débarqué lors d'un « coup » interne en octobre 2016 afin de permettre la formation d'un nouveau gouvernement Rajoy grâce à l'abstention des voix du PSOE. Sa réélection, avec un discours considéré comme de « gauche », avait été perçue comme un virage à gauche du PSOE. Dans ce contexte, la possibilité - qui s'est matérialisée au cours de l'été en Castille-La Manche - d'envisager un gouvernement PSOE-Podemos se frayait un chemin. La

« rébellion catalane » et l'appui actif du PSOE aux politiques autoritaires et antidémocratiques du gouvernement Rajoy ont fait exploser cette perspective. (Réd. A L'Encontre).

[3] Pour une analyse plus détaillée de la signification de la victoire de Sánchez : Antentas, Josep Maria, « Resurrecciones e imposturas de Pedro Sánchez », Público.es 22 mai 2017.  
<http://blogs.publico.es/tiempo-roto/2017/05/22/resurrecciones-e-imposturas-de-pedro-sanchez/>

[4] Je développe ces questions dans l'article suivant : Antentas, Josep Maria (2017).  
« Tribulaciones del Octubre catalán » 15 octobre <http://vientosur.info/spip.php?article13108>